

Saint-Nazaire

Après la pollution de l'estuaire, les explications

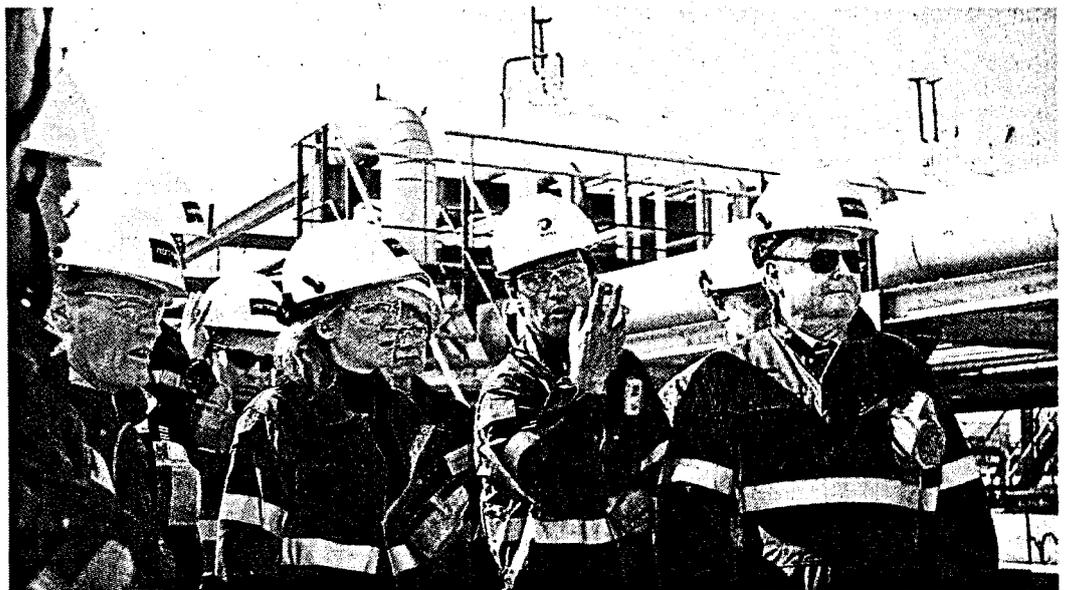
Devant la secrétaire d'État à l'Écologie, élus et associations ont dit librement ce qu'ils avaient sur le cœur, depuis la pollution provoquée par la raffinerie, le 16 mars dernier. Extraits (lire aussi en page 6)

Michel Bahurel, maire de Paimboeuf : « Si le travail de dépollution a été remarquable, je ne comprends toujours pas pourquoi nous avons été prévenus si tard, lors de l'accident. Aujourd'hui, nous sommes membres de la commission locale d'information. Il faut qu'elle puisse travailler. Il faut qu'une vraie mise en commun puisse avoir lieu entre les élus et les entreprises. L'important c'est de construire demain. »

Michel Benezit, directeur général du raffinage chez Total : « Ce qui s'est passé à Donges est pour nous un échec. Total assume ses responsabilités. Je le redis : tout ce qui est justifié et justifiable sera indemnisé. »

Bernard Garnier, maire adjoint Vert de Saint-Nazaire : « Aujourd'hui, la côte est propre. Mais on ne sait rien de l'état des pollutions des sols en zone humide. »

Christophe Douget, Loire vivante : « Tous les trois ans, on se retrouve après un nouvel accident ou une nouvelle marée noire, et on se rappelle la fragilité de l'estuaire. Pourquoi l'État ne met pas au point une protection forte dans l'estuaire, comme une réserve naturelle nationale ? »



La visite de la raffinerie par la secrétaire d'État à l'Écologie a été suivie d'un échange avec les élus et les associations environnementales de l'estuaire.

Nathalie Kosciusko-Morizet : « Je reste surprise et choquée qu'on mette cinq heures à détecter un incident de ce type. »

Gilles Denigot, conseiller général Vert : « Nous devons chérir cet

estuaire dans tous ses paramètres. Aussi bien économiques qu'environnementaux. »

François de Rugy, député Vert : « Votre venue, Mme la ministre, est un louable effort de transparence,

mais ne doit pas être prise pour solde de tout compte. »

Jean-Paul Martel, mouvement pour l'environnement (MNLE) : « Le problème n'est pas la densité des contrôles, mais la réactivité des industriels après les contrôles. »